

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT
POUR DISTRIBUTION IMMÉDIATE**

La société civile reconnaît le leadership du gouvernement concernant la santé et les droits sexuels et reproductifs, et demande un plus grand investissement en développement international.

OTTAWA, 8 mars 2017—Des organisations de la société civile ont félicité le gouvernement suite à l'annonce faite aujourd'hui, une annonce qui comblera un écart important sur la scène mondiale et au Canada, dans la promotion de la santé et des droits des femmes et des filles. En s'engageant à appuyer et à promouvoir la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) comme partie intégrante de son agenda féministe pour le développement, le Canada fait preuve de leadership au niveau international, à un moment où le monde en a le plus besoin. SDSR a longtemps été négligé dans le système international, et les développements récents aux États-Unis n'ont fait qu'accroître le besoin d'instaurer des mesures audacieuses et de démontrer du leadership sur ce sujet.

On se réjouit des engagements audacieux pour la santé et les droits sexuels et reproductifs

En cette journée internationale des femmes, le premier ministre canadien Justin Trudeau et la Ministre du développement international et de la Francophonie Marie-Claude Bibeau ont annoncé un financement de 650 millions \$ sur trois ans en appui à la programmation SDSR, qui complètera les efforts actuels en matière de Santé des mères, des nouveaux nés et des enfants. (SMNNE). Cette annonce fait suite à un engagement de 20 millions \$ pris par la Ministre Bibeau au nom du Canada à la conférence de haut niveau "Elle décide" qui s'est tenue à Bruxelles la semaine dernière.

"Nous applaudissons l'engagement du Canada à accroître le financement pour la SDSR, car la SDSR est un élément central si l'on veut faire de réels progrès concernant la santé des femmes et l'égalité entre les sexes", a déclaré Julia Sanchez, présidente-directrice générale du Conseil canadien pour la coopération internationale. "L'autonomisation des femmes et des filles par la santé sexuelle et reproductive est fondamentale pour leur propre développement, et cela a de nombreux effets bénéfiques pour le développement de leurs communautés dans leur ensemble," a-t-elle ajouté.

L'importance de consacrer de nouvelles ressources pour répondre à la promesse du Canada

Cette annonce survient alors que la communauté du développement international, dans un effort conjoint pour accroître les contributions globales du Canada, presse le gouvernement canadien d'augmenter sa contribution au développement international dans le cadre du budget fédéral 2017, attendu le 22 mars. L'aide au développement du Canada est en-deçà de l'objectif 0.7% reconnu internationalement, et presque à son point le plus bas. Représentant environ 26 cents pour chaque tranche de 100 \$ du Revenu National Brut (RNB), ou 0.26%, l'aide publique pour le développement (APD) du Canada est loin derrière la moyenne de ses pairs du G7, et des économies de taille comparable. Pendant 25 ans, entre 1970 et 1994, le Canada consacrait 46 cents par 100 \$ du RNB et se situait au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE.

“Grâce à cet engagement, le Canada est bien positionné pour faire pencher la balance en faveur de l’égalité entre les sexes et améliorer la vie des femmes et des filles sur le terrain. Mais cela ne doit pas se faire au détriment d’autres programmes en cours et qui ont du succès, et qui répondent à un large éventail de besoins et droits complémentaires ” a souligné Mme Sanchez. “Dans un contexte où le budget de l’aide est plafonné, se situant bien en deçà de ce que l’on s’attend du Canada, il est temps pour le Canada de cimenter son leadership mondial avec un budget pour le développement internationale vigoureux et proportionnel,” a-t-elle noté.

On s’attend à ce que le gouvernement annonce ses engagements pour les prochaines années en matière de développement international dans le prochain Budget 2017, suite à des consultations publiques exhaustives qui se sont tenues l’an dernier afin de recentrer les programmes d’aide internationale du Canada.

-30-

Notes aux éditeurs

A propos du Conseil canadien pour la coopération internationale

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est la coalition nationale d’organisations de la société civile (OSC) canadienne œuvrant à l’échelle internationale pour un développement humain viable. Nos membres représentent une gamme diversifiée d’OSC œuvrant pour le développement international et l’aide humanitaire, notamment des organismes confessionnels et laïques, des syndicats, des coopératives et des associations professionnelles. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

Plusieurs des membres du CCCI ont un engagement de longue date envers la SDRS ainsi qu’une programmation diversifiée et efficace dans ce domaine. Ils mènent également des activités de plaidoyer. L’une des forces de notre membership réside dans la diversité de perspectives, d’expériences et de partenariats en cours avec les femmes et les filles, dans certaines des régions les plus difficiles au monde. Le CCCI et ses membres se réjouissent de pouvoir travailler avec le gouvernement canadien dans la mise en œuvre de la nouvelle priorité SDRS.

A propos du Groupe de travail collaboratif sur l’aide publique pour le développement

Un groupe composé de 13 organisations travaille ensemble depuis 2016 pour améliorer les contributions globales du Canada, dont des niveaux plus élevés pour l’APD, et en réponse à une annonce faite par le gouvernement libéral au début de son mandat quant au réengagement du Canada comme leader sur la scène mondiale. Ce groupe s’attend à un calendrier pour atteindre 0.7% d’ici 10 à 15 ans, avec des augmentations de l’enveloppe de l’aide prévisibles dans les prochaines années, et une augmentation d’au moins 12% en 2017.

Les organisations membres du Groupe de travail collaboratif sur l’aide publique pour le développement sont: le Conseil canadien pour la coopération internationale, la Banque canadienne de grains, Canadian International Development Platform, le Partenariat canadien

pour la santé des femmes et des enfants, Ingénieurs sans frontières, Global Canada, Global Citizen, One Campaign, Oxfam Canada, Oxfam Québec, Plan International Canada, Résultats Canada, Save the Children et Vision mondiale Canada.

Pour plus d'information et pour les demandes des médias, incluant des entrevues avec les différentes organisations qui font partie du groupe collaboratif, veuillez contacter:

Chantal Havard, CCCI, Tel.: 613-241-7007 poste 311 chavard@ccic.ca